

Compte rendu du Conseil Municipal **Lundi 10 septembre 2018**

Le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-François Ravot, Maire.

Date de la convocation : 6 septembre 2018

Nombre de conseillers : 15
En exercice : 11
Votants : 11

Présents : Mmes MP. Girod, C. Martin, S. Mazenc-Nehr, C. Mathieu.
MM. JF Ravot, P. Chiggiato, G. Duraffourg, R. Letscher, C. Saitta.

Absents excusés : MM T. Leyvraz, P. Tissot.

Procuration : T. Leyvraz à G.Duraffourg, P. Tissot à JF. Ravot.

Secrétaire de séance : Mme MP. Girod

Début de la séance : 19 heures

I. Présentation par M. SCATOLIN, vice-président Aménagement du Territoire CCPG

1 - I.1 - Débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUIH) du Pays de Gex

- Présentation des différents arbitrages.
- Question de la 2 x 2 voies : acquisition foncière pour le rond-point Porte de France. Liaison RD35 / RD1005. Tracé n°4 non contesté par M. SCATOLIN. 2x2 voies en direction de Versoix, problème de surcharge des RD et des petites routes aux heures de pointe.
- Planification des contournements des villages au nord du Pays de Gex. Suite à la sortie autoroutière de Versoix : contournement prévu de Versonnex/Sauverny/Grilly.
- Voie verte – Voie Ferrée : Lettre initiée par Mme BENIER pour la création d'une voie verte sur la voie ferrée. Voie cyclable du nord au sud (de Collonges à Divonne) serait une bonne chose. Court terme : mobilité douce. Moyen terme : besoin d'acter les choses pour prendre une position politique.

I.2 - Débat sur les orientations du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPI) du Pays de Gex

- Possibilité de mettre une taxe sur les panneaux publicitaires. Taxe à instaurer par les communes.
- RLPI rétroactif de 2 à 6 ans pour éliminer les panneaux non réglementaires. Limitation des pré-enseignes en agglomération.
- Aspect du contrôle de la réglementation : police du maire.

Arrivée de Mme Sophie Mazenc-Nehr.

II. Approbation du compte-rendu de la séance du 9 juillet 2018

Approuvé à l'unanimité

III - DELIBERATIONS :

1- Budget supplémentaire de l'exercice 2018

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11 et L.2312-1 ;
Vu sa délibération du 10 Avril 2018 portant adoption du Budget Primitif de l'exercice 2018 ;
Considérant la nécessité d'intégrer les modifications consécutivement à l'approbation du compte administratif de l'exercice 2017 ;
Considérant qu'il convient par conséquent d'adopter un Budget supplémentaire pour l'exercice 2018 ;
Monsieur le Conseiller municipal avec délégation spéciale aux Finances propose d'approuver le budget supplémentaire conformément aux écritures figurant dans les états annexes et de constater que ces mouvements relèvent le niveau global en équilibre consolidé des crédits votés lors de l'adoption du budget primitif respectivement à 1'872'583.34 € en section de fonctionnement et à 3'654'793.75 € en section d'investissement.

Approuvé à l'unanimité

2 - Achats d'actions au capital social de la SPL Territoire d'Innovation à la CCPG

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1531-1, L. 1521-1, L.1524-1 et suivants ainsi que L.2121-29 pour les communes,
Vu le Code de commerce, notamment l'article L. 228-23,
Vu les statuts de la SPL Territoire d'Innovation et en particulier les articles 12.5 et 12.7,
Les Sociétés Publiques Locales, créées par la loi du 28 mai 2010, sont un nouveau mode d'intervention à la disposition des collectivités locales, après la création des Sociétés Publiques Locales d'Aménagement (SPLA) par la loi ENL du 13 juillet 2006.
Ce sont des sociétés anonymes créées et entièrement détenues par au moins deux collectivités locales. Comme les Sociétés d'Economie Mixte (SEM), elles sont compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement et de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ainsi que toutes autres activités d'intérêt général. Elles ne peuvent travailler que pour leurs actionnaires publics, dans leurs domaines de compétences et sur leurs seuls territoires. Considérées comme des opérateurs internes, elles n'ont pas à être mises en concurrence par leurs actionnaires publics. Elles ont vocation à permettre aux collectivités locales d'optimiser la gestion de leurs services publics locaux.
Ainsi, les SPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance et de réactivité.
La Société Publique Locale TERRITOIRE D'INNOVATION a été créée le 26 Mars 2014 et est enregistrée sous le numéro 801 210 170 au RCS de Bourg en Bresse.
Les actionnaires exclusivement publics sont :

- Communauté de Communes du Pays de Gex
- Commune de Ferney Voltaire
- Commune de Gex
- Commune de Saint Genis-Pouilly
- Commune de Prévessin-Moens
- Commune d'Ornex
- Commune de Divonne-les-Bains
- Conseil Général de l'Ain

Par convention conclue le 27/03/2014 la Communauté de Communes du Pays de Gex a concédé à TERRITOIRE D'INNOVATION l'étude et la réalisation d'une opération dite « ZAC Ferney-Genève innovation ».

La SPL territoire d'Innovation a pour objet l'exercice, tel que précisé à l'article 3 des statuts, pour le compte exclusif et sur le territoire de ses actionnaires publics, des activités d'intérêt général suivantes, relevant de la compétence desdits actionnaires :

1. *Toutes opérations d'aménagement au sens des dispositions de l'article L. 300-1 du Code de l'urbanisme (à savoir les actions ou opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels) comprenant les études préalables nécessaires, la réalisation des travaux et équipements afférents, ainsi que toute mission s'y rapportant, y compris l'acquisition des biens nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées, le cas échéant par voie d'expropriation ou de préemption, sur délégation.*
2. *Toute action ou opération relative à la promotion, la vente, la location ou la concession des biens immobiliers compris dans les périmètres des opérations d'aménagement confiées à la société.*
3. *La création et la gestion d'opérations immobilières en faveur des entreprises, et, de manière plus générale, le développement et la promotion économique et sociale des territoires de ses actionnaires.*
4. *Plus généralement, la réalisation de toutes opérations qui sont compatibles avec ces activités, s'y rapportent directement ou indirectement, et/ou contribuent à leur réalisation.*

La SPL territoire d'innovation procède actuellement à une revalorisation de son capital social par intégration des résultats visant à doubler la valeur nominale des actions, soit 200 € par action. Ce faisant, la répartition du capital social sera à l'issue de cette recapitalisation la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital
CCPG	1625	325 000 €
Ferney-Voltaire	125	25 000 €
Gex	125	25 000 €
Saint-Genis-Pouilly	125	25 000 €
Prévessin-Moëns	125	25 000 €
Ornex	125	25 000 €
Divonne-les-Bains	125	25 000 €
Conseil départemental	125	25 000 €
Total	2500	500 000 €

Le siège social de la SPL Territoire d'innovation est situé au 13 C, chemin du Levant, 01 210 Ferney Voltaire.

Les organes de gouvernance de la SPL Territoire d'Innovation sont composés :

- D'un conseil d'administration composé de 18 administrateurs au prorata des parts détenues dans la société
- D'un comité de contrôle composé de 15 membres : un par collectivité actionnaire minoritaire et 8 pour la CCPG en tant qu'actionnaire majoritaire disposant de la moitié des sièges plus un au sein de cette instance,
- D'une assemblée générale composée d'un membre par actionnaire

La SPL Territoire d'Innovation est dirigée par un Président Directeur Général, Vincent Scattolin désigné parmi les représentants de la communauté de communes du pays de Gex.

Par courrier en date du 03 septembre 2018, la commune de Chevry a sollicité la communauté de communes du pays de Gex afin qu'elle puisse lui céder une partie des actions qu'elle possède dans la Société Publique locale Territoire d'Innovation, et ce afin que la commune de Chevry puisse confier à la SPL Territoire d'Innovation la réalisation de la ZAC Centre Bourg.

Sous réserve de l'accord du conseil communautaire, le Président de la communauté de communes du pays de Gex serait autorisé à céder de 5 % des parts sociales de la SPL Territoire d'Innovation à la commune de Chevry, Hôtel de Ville, représentant 125 actions au prix de 25 000 €.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'autoriser l'adoption et l'adhésion aux statuts de la SPL Territoire d'Innovation joints à la présente délibération,

Et sous réserve de l'accord de la communauté de communes du pays de Gex :

- de l'autoriser à prendre ou signer tous actes utiles à l'acquisition des 125 actions de la SPL territoire d'Innovation au prix de 200 € chacune auprès de la Communauté de communes du pays de Gex et à procéder au paiement du prix de 25 000 €,
- de désigner comme administrateur siégeant au sein du conseil d'administration : M. Jean-François RAVOT,
- de désigner comme membre du comité de contrôle : M. Paolo CHIGGIATO
- de désigner comme représentant permanent à l'assemblée générale des actionnaires : M. Jean-François RAVOT.

Approuvé à l'unanimité

3 – Maison des associations : assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux rappelle à l'assemblée sa décision de construire une maison des associations et de s'adjoindre les services d'une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage).

Afin d'accompagner les services municipaux ainsi que les élus dans ce projet, il est proposé de faire appel à une AMO assurée par la société NOVADE domiciliée à Bourg-en-Bresse (Ain).

Cette dernière a fait la proposition ci-jointe qui décompose la prestation et le coût (23 840 € H.T.).

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux propose au Conseil Municipal :

- d'approuver la proposition d'AMO de la Société NOVADE domiciliée à Bourg-en-Bresse, 10 bd Maréchal Leclerc pour un coût 23 840 € H.T.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint à signer tout document s'y rapportant.

**Approuvé à la majorité
(6 voix pour, 5 absentions)**

4 - Maison des Associations : COO Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé « SPS »

VU le projet de procéder à la création d'une Maison des Associations ;

VU la nécessité de recourir aux services d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dans le cadre de cette opération, portant uniquement sur les travaux de création d'une Maison des Associations ;

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux propose à l'Assemblée :

- d'attribuer le marché de prestations de services pour la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé au Cabinet COO (sis 798 route de Mâcon – 01540 PERREX) pour un montant de 4 770 euros hors taxes (quatre mil sept cent soixante-dix euros hors taxes) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché ainsi que tous les documents afférents.

Approuvé à l'unanimité

5 - Maison des Associations : Choix du Correspondant assistance technique

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux propose de confier à DEKRA Industrial SAS, Agence Deux Savoie Ain, 21 avenue des Hirondelles 74000 ANNECY le contrôle technique de la construction de la Maison des Associations.

Le contrat a pour objet de définir les conditions spécifiques selon lesquelles DEKRA Industrial SAS s'engage à fournir les prestations de service concernant le contrôle construction « Bâtiments et Génie Civil ».

Il est précisé qu'un devis a été proposé par l'entreprise DEKRA pour un montant de 6 950 € HT.

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux propose :

- de confier à l'entreprise DEKRA le contrôle Technique de la construction de la Maison des Associations établi sur la base du devis d'un montant de 6 950 € HT ;
- de constater que les crédits nécessaires sont ouverts au budget ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer et à effectuer toutes les démarches et formalités nécessaires à l'application de la présente décision.

Approuvé à l'unanimité

6 - SIEA : Mise en souterrain réseau Telecom

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet sommaire de la mise en souterrain du réseau télécom Chemin du Moulin à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

A. Montant des travaux restant à la charge de la Collectivité (TTC) :	22 000 €
B. Subvention du SIEA :	4 400 €
C. Participation de la Commune : 80 % du TTC (à inscrire au compte 20415 – Subventions d'Equipements aux Organismes Publics – Groupement de Collectivités – Section d'Investissement-Dépenses)	17 600 €

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux propose à l'Assemblée :

- d'accepter le plan de financement de cette opération,
- de dire que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019,
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou l'un de ses Adjoints délégués à signer le plan de financement ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-TELECOMMUNICATION DE L'AIN.

Approuvé à l'unanimité

7 – Mise en souterrain réseau basse tension – Chemin du Moulin à Vézaz

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux présente à l'assemblée le plan de financement avant-projet sommaire de la mise en souterrain du réseau basse tension Chemin du Moulin à intervenir entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN.

D. Montant des travaux projetés (TTC) : (1)	85 000 €
E. Dépense prise en charge par le SIEA :	17 000 €
F. Récupération de T.V.A	14 167 €
G. Dépense prévisionnelle restant à la charge du SIEA dans le cadre de la redevance « article 5 » du cahier des charges de concession du Pays de Gex :	53 833 €
H. Dépense restant à la charge de la commune :	0 €
(1) Sont inclus dans ce montant : les travaux proprement dits, les honoraires de la MO et une marge pour imprévus.	

Madame l'adjointe au maire en charge des travaux propose à l'Assemblée :

- d'accepter le plan de financement de cette opération,
- de dire que les crédits nécessaires à ce programme sont à inscrire au budget communal 2019,
- d'autoriser Monsieur Le Maire ou l'un de ses Adjoints délégués à signer le plan de financement ou tout autre document se rapportant à ce dossier entre la COMMUNE et le SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-TELECOMMUNICATION DE L'AIN.

Approuvé à l'unanimité

8 - Renouvellement location appartement 25 – La Venelle

Madame la conseillère municipale en charge du logement informe l'Assemblée que le contrat de location du logement n°25 situé au bâtiment « la venelle » sis rue St Maurice arrive à échéance le 31 Octobre 2018.

Il convient de renouveler ce contrat de location pour une durée de trois ans, soit du 1^{er} Novembre 2018 au 31 Octobre 2021.

Madame la conseillère municipale en charge du logement propose à l'Assemblée de :

- décider le renouvellement du contrat de location du logement n°25 situé au bâtiment « La Venelle » pour une durée de trois ans, soit du 1^{er} Novembre 2018 au 31 Octobre 2021,
- dire que le montant du loyer mensuel est basé sur le tarif appliqué par Logidia de l'Ain, au 1^{er} janvier de l'année, auquel il faudra rajouter les charges, et sera révisable conformément à la législation en vigueur.
- autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

Approuvé à l'unanimité

9 - Collecte don

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'un don d'une somme de 60 € a été adressé en mairie.

Afin d'inscrire cette recette en comptabilité, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la perception de cette somme.

Il est convenu que ces 60 € seront reversés au budget 2019 du CCAS.

Il est proposé à l'Assemblée de :

- décider d'accepter la somme de 60 €.
- dire que la recette est à inscrire au compte 7713/77.

Approuvé à l'unanimité

10 - Sponsoring Foulée 2018

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée que, dans le cadre de l'organisation de la Foulée de Chevry 2018, les Ets NABAFFA – 01630 ST JEAN DE GONVILLE ont accepté de sponsoriser cette manifestation.

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver à ce titre la perception d'un chèque de 400 € en faveur de la commune et dire que la recette est à inscrire au compte 7713/77.

Approuvé à l'unanimité

11 - Création d'un emploi contractuel Services Techniques 1 an

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y a lieu de créer un emploi d'agent technique à temps complet pour les services techniques afin d'assurer divers travaux de voirie (entretien, élagage, fleurissement) pour faire face à un accroissement de travail.

Il est précisé que cette création d'emploi est temporaire et pour une durée d'un an avec un recrutement dès que possible.

Il est proposé à l'Assemblée de décider de créer un emploi à temps complet d'adjoint technique avec un recrutement dès que possible pour une durée d'un an, de lancer le recrutement, étant précisé que la durée hebdomadaire de l'emploi sera à temps complet de 35 heures, d'autoriser Monsieur le Maire à entreprendre toutes les formalités pour l'application de cette décision.

Approuvé à l'unanimité

12 - Création d'un emploi contractuel

Monsieur le Maire explique à l'Assemblée qu'il y a lieu de créer un emploi à temps non complet sur un emploi de catégorie A en qualité de collaborateur exceptionnel afin d'assurer le suivi de divers dossiers juridiques. Il est précisé que cette création d'emploi est temporaire, à compter du 1^{er} octobre 2018 jusqu'au 1^{er} juin 2020 avec un recrutement dès que possible.

Il est proposé à l'Assemblée de :

- décider de créer un emploi à temps non complet sur un emploi de catégorie A en qualité de collaborateur exceptionnel afin d'assurer le suivi de divers dossier juridique.
- décider de lancer le recrutement,
- préciser que la durée hebdomadaire de l'emploi sera à temps non-complet de 15 heures,
- autoriser Monsieur le Maire à entreprendre toutes les formalités pour l'application de cette décision.

Approuvé à l'unanimité

13 - Implantation de la SAS Gex Granulats

Monsieur le Maire expose à l'assemblée la demande de la SAS Gex Granulats de transférer son activité actuellement réalisée sur le site de Crozet sur une partie du tènement que la Coopérative Jura-Mont-Blanc possède sur la commune et pour lequel SAS Gex Granulats a signé un bail notarié.

La SAS Gex Granulats nous a apporté les compléments d'information ci-après :

- Nature du projet : Accueil et traitement de déblais inertes en provenance des chantiers de BTP du Pays de Gex. Recyclage et Négoce de la partie valorisable. Vente de granulats. Evacuation de la partie non recyclable en ISDI.
- Volume d'activité : Environ 40000 tonnes annuel, soit un volume journalier de moins de 200 tonnes.
- Trafic généré : 10 à 15 camions/jour soit 1 à 2 camions/heure en moyenne.

Considérant que,

- d'une part, sont interdites dans le secteur UAar du règlement du PLU de Chevry, les nouvelles constructions à vocation d'activités industrielles ; les extensions des établissements à usage d'activités industrielles existants ; les changements d'affectation, à vocation d'activités, des bâtiments existants ; »
- d'autre part, seront générés des problèmes de sécurité liés au trafic et des nuisances environnementales (sonores et pollution), dans le centre du village et aux abords de l'école F. Dolto.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée :

- de refuser la demande d'implantation présentée par la SAS GEX GRANULATS sur une partie du tènement que la coopérative JURA-MONT-BLANC possède sur la commune.

Approuvé à l'unanimité

III. Divers :

- **Colette Martin** : Foulée de Chevry du 30 septembre 2018 : besoin de volontaires.
Opération brioches : le 5 octobre 2018.
Repas des anciens : le 18 novembre 2018.
- **Marie-Pierre Girod** : Feux tricolores ont reçu la foudre et ont été accidentés par un camion : carte-mère à revoir, entreprise prévenue.
Sirène de pompiers qui se déclenche intempestivement réglée par les Services Techniques.
Réunion publique sécurisation route de Prost le mercredi 19 septembre 2018 à 20 heures.
Problèmes : éclairage nocturne rue St Maurice. SIEA gère ce problème.
Eclairage de la mairie à 17h30 en traitement par les Services Techniques.
- **Robin Letscher** : Animation FRAPNA LPO prévue.
- **Sophie Mazenc-Nehr** : Remerciements pour le travail fait par les services techniques pour l'agrandissement et l'aménagement de la cour de l'école. Peinture à refaire sur l'abri-bus à côté de la COOP sera traité par les services techniques. Problème de parking Ecole Sainte-Marie – Ecole Montessori. Emprise réservée du terrain à côté du cimetière.
- **Guy Duraffourg** : Zone 30 non respectée à Naz-Dessous. Faire appel à la gendarmerie.
Problème de l'utilisation de drones sur la commune. Réglementation à revoir.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée à 21 h 30.